



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Commun à tous les lots












ACCORD-CADRE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Le présent document vaut cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et cahier des clauses techniques particulières (CTP)

**Accord cadre de maîtrise d'œuvre relative à la
réalisation de travaux de restauration de berges de
berges sur le canal du Midi et ses embranchements**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction territoriale Sud-Ouest
2 port Saint-Etienne
BP 7204
31073 Toulouse CEDEX 7
Tél : 05 61 36 24 51

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Accord cadre de maîtrise d'œuvre relative à la réalisation de travaux de restauration de berges sur le canal du midi et ses embranchements
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	2
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Type d'accord-cadre.....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	6
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Intervenants	6
3.1 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
3.2 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants.....	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 - Missions.....	7
6 - Durée et délais d'exécution	7
6.1 - Durée du contrat	7
6.2 – Délais d'exécution	7
6.3 – Reconduction	7
7 - Prix.....	7
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
7.2 - Forfait de rémunération	7
7.3 - Modalités de variation des prix	8
7.4 – Garantie financières	9
8 - Avance.....	9
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	9
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	10
9 - Modalités de règlement des comptes.....	10
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
9.3 - Présentation des demandes de paiement.....	10
9.4 - Délai global de paiement	10
9.5 - Paiement des cotraitants	11
9.6 - Paiement des sous-traitants.....	11
10 - Engagement du maître d'œuvre	11
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	11
11.1 - Présentation des livrables	12
11.2 - Organisation des réunions de chantier.....	13
11.3 - Émission des ordres de services	13
11.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs.....	13
11.5 - Instruction des mémoires en réclamation	13
11.6 - Arrêt de l'exécution des prestations	13
11.7 - Achèvement de la mission.....	13
12 - Développement durable.....	14
12.1 – Insertion professionnelle.....	14
12.1.1 - Public concerné par l'opération d'insertion.....	14
12.1.2 – Suivi et bilan de l'action d'insertion.....	15
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	16
14 - Pénalités.....	16
14.1 - Pénalités de retard.....	16
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	16
14.3 – Autres pénalités.....	17
15 - Assurances.....	17

17 - Résiliation du contrat.....	17
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	17
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	18
18 - Règlement des litiges et langues.....	18
19 - Dérogations.....	18

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :
Accord cadre de maîtrise d'œuvre relative à la réalisation de travaux de restauration de berges sur le canal du Midi et ses embranchements

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Canal du midi et ses embranchements

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages infrastructure en réutilisation ou réhabilitation.

Le présent accord-cadre de maîtrise d'œuvre n'est pas soumis aux dispositions des articles L. 2430-1 et suivants et R. 2431 et suivants du Code de la commande publique relatives à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (dite loi MOP).

Pour autant, le pouvoir adjudicateur a décidé de recourir aux missions de maîtrise d'œuvre déclinées par le Code de la commande publique pour les prestations de réhabilitation d'infrastructure.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Canal du Midi : de Toulouse à l'amont du pont canal du Répudre à Paraza
02	Canal du Midi : du pont Canal du Répudre inclus à Ventenac-en-Minervois à Marseillan Canal de jonction et canal de la Robine

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

Les missions « AMT » et « MC1 » ne seront confiées qu'à l'attributaire d'un des deux lots (l'un ou l'autre pour chacune des missions) et concerneront l'intégralité du canal. La commande de ces missions sera à la discrétion du maître d'ouvrage en s'appuyant sur les éléments d'expérience et de prix de ladite mission.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) valant cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et cahier des clauses techniques (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat.

3 - Intervenants

3.1 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

3.2 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent accord-cadre. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-MOE.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Missions

Le présent accord-cadre de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants :

Mission(s)	Désignation
DIAG	Études de diagnostic
AVP	Études d'avant-projet
DIAG - AVP	Études de diagnostic et d'avant - projet
PRO	Études de projet
AMT	Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux
DET / VISA / AOR	<ul style="list-style-type: none">- Direction de l'exécution des travaux ;- Visa des études d'exécution ;- Assistance aux opérations de réception.
MC1	Mission complémentaire 1 : étude de programmation pour la restauration des rainures à batardeaux existantes du canal des deux mers
MC2	Mission complémentaire 2 : Analyse floristique

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

6.2 – Délais d'exécution

Les délais d'exécution seront définis pour chaque bon de commande.

6.3 – Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes reconductions confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2 - Forfait de rémunération

Les modalités de rémunération des prestations sont définies par lot.

Le forfait de rémunération fixé à l'acte d'engagement est définitif.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Les missions d'études, la mission relative à l'intervention de l'architecte du patrimoine lors de la mission DET et les missions complémentaires sont à prix ferme sur la base des quantités réellement réalisées.

Pour les autres missions (VISA/DET/AOR) les coûts sont définis à titre provisoire et sont rendus définitifs par OS à la fin des travaux. Le mode de calcul des prix provisoires et définitifs est défini ci-dessous. Il est identique pour tous les lots de MOE.

La rémunération du MOE pour le suivi d'une campagne de travaux (automne N /hiver année N+1) à l'échelle de son lot géographique est calculée en multipliant le taux indiqué au BPU par le titulaire (pour les missions VISA/DET/AOR) à l'assiette du coût des travaux. **Cette assiette ne correspond pas au coût réel des travaux mais à un coût moyen de référence au mètre linéaire observé par VNF depuis plusieurs années à l'échelle du canal. Ce coût moyen de référence est de 400 € HT/ml.**

L'assiette A0 du coût des travaux retenue au bon de commande pour le prix provisoire vaut :

$$A0 (\text{€ HT}) = 400 \times L0$$

Le linéaire de travaux, L0 (en m), est défini sur la base des études de PRO et arrondi au décimètre près.

Une fois les travaux de berges terminés, le linéaire de berges réellement restauré L1 (m) est déterminé à partir des plans de récolement (dus dans le DOE), avec toujours un arrondi au décimètre près.

L'assiette finale A1 des travaux est définie sur la même base que A0 : $A1 (\text{€ HT}) = 400 \times L1$

Si $A1/A0$ est compris entre 0.950 et 1.050, la rémunération provisoire du MOE devient définitive.

Si $A1/A0 < 0.950$ ou si $A1/A0 > 1.050$, la rémunération définitive du MOE est calculée sur la base de la nouvelle assiette A1, appliquée au taux de MOE des missions concernées.

Cette méthode se justifie par :

- La volonté du MOA de rémunérer sur la base d'une assiette de coût de travaux équivalente les missions des MOE des deux lots géographiques pour le suivi des travaux d'un même linéaire de berge : en résumé, à consistance équivalente des travaux, rémunération équivalente des MOE ;
- Permettre aux MOE de fixer leurs taux de rémunération des missions concernées sur cette base invariable sur la durée de l'accord-cadre, et s'affranchir des prix réels des travaux, qui d'une part ne peuvent être joints à la consultation (secret des offres) et d'autre part, seront revus du fait du renouvellement de l'accord cadre de travaux.

Les forfaits de rémunération sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

7.3 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de la limite de réceptions des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

Formule
$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING (n-4) / ING (o))$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.

- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant :

Code	Libellé
ING	Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010

7.4 – Garantie financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Maîtrise d'œuvre.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 35,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 50,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Mission(s)	Acompte(s)	Pourcentage
DIAG AVP DIAG-AVP PRO MC1 MC2	A la remise du dossier provisoire	70.0 %
	A la validation du dossier	30.0 %
AMT	A la remise du DCE	40.0 %
	A la validation du DCE	10.0 %
	A la remise du rapport d'analyse des offres	40.0 %
	A la validation du rapport d'analyse des offres	10.0 %
DET/VISA/AOR	A l'avancement des travaux	De 0 à 80 %
	A la transmission de la proposition de réception du maître d'œuvre	10 %
	A la levée des éventuelles réserves ou à la réception sans réserve	5 %
	A l'issue de la GPA	5%

9.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100083
- Code service : Indiqué sur l'Engagement Juridique
- Numéro d'engagement juridique : Indiqué sur le bon de commande

9.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus

récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

9.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Engagement du maître d'œuvre

Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des études PRO produites par le maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5,00 %
Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.
Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :
Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 5,00 %

Cependant, conformément aux articles L. 2432-1 et R. 2432-4 du Code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15,00 % du montant de la rémunération des éléments de mission de suivi des travaux (VISA/DET/AOR).

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-MOE.

11.1 - Présentation des livrables

Les livrables seront remis dans les délais suivants en version modifiable et dématérialisée :

Code	Désignation du livrable	Délai de transmission	Point de départ du délai
DIAG AVP DIAG-AVP PRO MC1 MC2	Rapports	Selon indication du bon de commande Maximum 3 mois	Selon indication du bon de commande
AMT	DCE (Selon annexe 1)	Selon indication du bon de commande Maximum 3 mois	Selon indication du bon de commande
	Rapport d'analyse des offres	Selon indication du bon de commande Maximum 1 mois	A réception des candidatures et des offres
VISA	Visa des études d'exécution	Maximum 1 mois	Réception des études d'exécution des entreprises de travaux (dont demandes d'agrément des fournitures)
DET	Selon annexe 1 (CR, états d'acompte, etc.)	Selon annexe 1	Selon annexe 1
AOR	Proposition du maître d'œuvre de réception des travaux	Selon les délais du CCAG	Date des opérations préalables à la réception
	Constat d'achèvement	Maximum 1 mois	Date d'achèvement de la GPA

La décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai de validation
DIAG AVP DIAG-AVP PRO MC1 MC2	Rapports	3 mois
AMT	DCE (Selon annexe 1)	2 mois
	Rapport d'analyse des offres	1 mois
VISA	Visa des études d'exécution	1 mois
DET	Selon annexe 1 (CR, états d'acompte, etc.)	7 jours calendaires pour les CR Délai légal pour les autres documents
AOR	Proposition du maître d'œuvre de réception des travaux Constat d'achèvement de la GPA	20 jours calendaires

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable correspondant à l'élément de mission par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE. L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

11.2 - Organisation des réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception.

Fréquence des réunions : hebdomadaire

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans le délai fixé dans l'annexe 1.

11.3 - Émission des ordres de services

Émission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 3 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à un montant forfaitaire de 150 euros.

11.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs

Voir Annexe 1

11.5 - Instruction des mémoires en réclamation

Voir Annexe 1

11.6 - Arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet de l'accord-cadre, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation de l'accord-cadre.

11.7 - Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception, à l'achèvement de la mission, sur demande du maître d'œuvre, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE. Cette décision constate que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

12 - Développement durable

Les deux lots comprennent des conditions d'exécution à caractère social.

12.1 – Insertion professionnelle

Le maître d'ouvrage s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes en difficulté par le travail. Pour ce faire, il est fait appel aux entreprises par le biais des marchés publics.

12.1.1 - Public concerné par l'opération d'insertion

Au vu, du présent marché, le titulaire s'oblige à conduire une action d'insertion auprès d'un public rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

Les personnes concernées sont :

En priorité les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) et ayant travaillé moins de 455 heures dans les 12 derniers mois.
- Les allocataires du R.S.A (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits.
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du Travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi
- Les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômé ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L-5132-4 du code de travail ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers : Les établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les écoles de la deuxième chance.
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans (inscrit au Pôle Emploi)

En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivés du Service Public de l'Emploi.

L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle à l'occasion des marchés publics.

Des candidats pourront être proposés par les chargés de mission clause d'insertion. Les profils retenus devront être validés obligatoirement avec leur prise de poste.

Il leur sera obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution du marché, au minimum :

Lot	Nombre d'heures insertion par tranche de 10 000 € HT
1	6 HEURES
2	6 HEURES

Modalités de calcul :

Le nombre d'heures d'insertion à réaliser par l'entreprise est calculé par le cumul du montant des bons de Commandes.

Le calcul se fait de manière globalisée par entreprise, c'est-à-dire pluriannuelle et pour plusieurs bons de commandes détenus par l'entreprise.

Modalités de mise en œuvre :

L'entreprise pourra :

- Soit recruter directement,
- Soit confier à une ETTI (Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion), à un GEIQ Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification), à une AI (Association Intermédiaire), ou à une ETT (Entreprise de Travail Temporaire), un certain nombre d'heures de mise à disposition de personnel pour des prestations de services,

Assistance technique du Maître d'ouvrage :

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette condition d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition une ingénierie d'insertion ayant pour objet :

- D'informer les entreprises soumissionnaires pendant la préparation de leur offre sur la base des documents remis lors de l'appel d'offres,
- D'accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités des prestations,
- De proposer des publics prioritaires.

Les entreprises peuvent obtenir des informations et des explications sur les dispositifs et mesures pour l'emploi auprès de la cellule clause d'insertion dans les marchés publics :

Pour le lot 1 :

NOVA EMPLOI

csocccitanie@nova-emploi.fr

06 17 67 43 34

(En fonction de la localisation de l'attributaire, la structure en charge du suivi pourra changer)

Pour le lot 2 :

Marlène TIRABI

P.L.I.E. Béziers Méditerranée

06.70.16.37.44 / 04.67.62.69.09

m.tirabi@pliebeziers.fr

(En fonction de la localisation de l'attributaire, la structure en charge du suivi pourra changer)

12.1.2 – Suivi et bilan de l'action d'insertion

A la demande du maître d'ouvrage, la Cellule clause sociale d'insertion de TME (Toulouse Métropole Emploi) procédera au suivi et au bilan de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé.

La structure porteuse du contrat de travail transmettra au chargé de mission clauses d'insertion les justificatifs suivants avant le 12 de chaque mois :

- Relevé d'heures mensuel mentionnant l'accompagnement socio-professionnel.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance par un opérateur, les heures d'insertion seront comptabilisées à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.

Durant l'exécution de la prestation, le suivi de l'action d'insertion se fera également lors de réunions auxquelles le chargé de mission pourra être amené à participer. Le chargé de mission suivra l'évolution du salarié en lien avec le référent professionnel de l'entreprise, et le référent social (prescripteur ou opérateur d'insertion).

Conformément au règlement général pour la protection des données (RGPD) en vigueur, le titulaire est informé que la gestion des données relatives à la clause sociale sera confiée à Cellule Insertion. Ces données seront traitées dans le logiciel UP' Clause qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

Le titulaire du présent marché s'engage à informer les salariés valorisés dans le cadre du dispositif Clauses sociales du présent marché :

-que leurs coordonnées seront enregistrées dans la base d'exploitation dudit logiciel à des fins exclusives de traitement des données relatives à la clause sociale.
-qu'en application de la loi informatique et libertés, ils disposent d'un droit d'accès, de retrait de modification des données qui les concernent.

Ces droits s'exercent sur simple demande par voie postale auprès de Cellule Insertion qui en informe le maître d'ouvrage.

En cas de difficulté d'exécution (plan de sauvegarde de l'emploi, redressement ou liquidation judiciaires), le titulaire du marché doit informer le chargé de mission clauses d'insertion par courrier recommandé avec AR et produire les justificatifs correspondants dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement pour quelque raison que ce soit. Dans ce cas seront étudiés avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs ou pour suspendre les obligations.

Bilan :

A l'issue de la prestation, le chargé de mission clauses d'insertion restituera au maître d'ouvrage et à l'entreprise un bilan de l'action d'insertion. Pour les marchés reconductibles ou pluriannuels, un bilan intermédiaire sera édité à la fin de chaque année. Le bilan de l'action menée par l'entreprise relativement à ses engagements et au présent CCAP sera tant quantitatif que qualitatif. Les perspectives éventuelles pour le salarié en insertion seront établies. Une attestation sera établie également.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG MOE, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard, une pénalité fixée à 150,00 € HT pour les dix premiers jours et 500,00 € HT à partir du onzième jour.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour calendaire de retard est fixé à 500,00 € HT.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.3 – Autres pénalités

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect des dispositions contractuelles	Forfaitaire	200,00 €	Pénalité applicable en cas de non-respect d'une disposition contractuelle (CCTP, mémoire technique)
Absences aux réunions de chantier	Forfaitaire	500,00 €	Pénalité applicable en cas d'absentéisme lors des réunions de chantier
Non-respect de la clause sociale	Forfaitaire	50,00 €	Pénalité applicable par heures sociales non réalisées
Non-respect de la clause sociale	Forfaitaire	500,00 €	Indépendamment de l'application des pénalités par heure sociale, la pénalité correspondante est applicable à chaque constat de non-respect de la clause sociale.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont les suivantes :

Par dérogation à l'article 31 du CCAG MOE, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à être indemnisé uniquement sur la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de 15 jours après la notification de la résiliation du marché

Par ailleurs, la décision de résilier l'accord-cadre peut être prise par la directrice générale de VNF ou toute autre personne en capacité de le faire, lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de quinze (15) jours, dans les cas mentionnés au CCAG en dehors des hypothèses où la mise en demeure n'est pas nécessaire. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 16.2.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 16.2.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 13 du CCP déroge à l'article 24 du CCAG – Maîtrise d'œuvre
- L'article 17.1 du CCP déroge aux articles 31 du CCAG - Maîtrise d'œuvre